

à des gens sur lesquels nous ne pouvons exercer aucune surveillance, je pense qu'il s'élèvera de sérieuses objections, surtout dans les régions rurales.

Il se trouve un grand nombre de cultivateurs assez pauvres. Il y a plusieurs fermes que l'on vend pour non-paiement des taxes. Les cultivateurs sont dans un dénuement extrême, et bien qu'un secours de ce genre puisse être utile aux chômeurs, la population des campagnes y verra de graves objections si elle ignore comment l'argent sera dépensé.

Nous n'aimerions pas à voir remettre cet argent entre les mains du premier ministre de l'Ontario, l'honorable G. Howard Ferguson; je ne parle pas des premiers ministres des autres provinces. Au cours de la dernière campagne électorale, nous avons jugé bien inopportune la conduite du gouvernement de l'Ontario qui s'est ingéré dans les affaires du Dominion. Nous avons aussi constaté qu'il y avait beaucoup de relation entre les entreprises accordées par le gouvernement de l'Ontario et la campagne électorale. Nous n'avons jamais pris pour habitude de demander aux ouvriers travaillant à la construction des routes de voter pour nous. Si nous voulions leur demander de voter pour nous, il nous fallait aller les voir paisiblement le soir, comme Nicodème. Nous voulions savoir comment ils allaient voter et il arrivait souvent, surtout dans les régions du nord, que ces gens nous disaient qu'ils perdraient leur emploi aux travaux des routes en votant pour nous.

Pour donner à la Chambre une idée de ce qui s'est passé, je vais lire une lettre au sujet des pensions de vieillesse. Je ne crois pas qu'une seule personne de mon comté ait reçu une pension de vieillesse sans qu'on l'ait portée à croire qu'elle perdrait cette pension en votant pour nous. On a agi de même avec les fonds des veuves et des orphelins. Je ne crois pas qu'on ait eu l'intention de donner suite à ces menaces, mais cela venait de Toronto et il était bien difficile de faire disparaître cette idée. Mes honorables collègues savent que le gouvernement fédéral contribue au fonds des pensions de vieillesse. Je vais lire cette lettre, j'en tiens une copie à la main:

Aurora, 8 octobre 1929.

Cher monsieur,

J'apprends que vous avez demandé à bénéficier des pensions de vieillesse accordées par le gouvernement actuel que dirige l'honorable G. Howard Ferguson et je suis heureux de constater que votre demande a été enregistrée. Je me rends parfaitement compte que plusieurs vieillards d'York-Nord qui n'ont pu épargner durant leur vie vont recevoir de ce gouverne-

[M. Blair.]

ment une juste récompense pour les nombreuses années qu'ils ont consacrées à travailler à faire de notre province ce qu'elle est aujourd'hui.

Le gouvernement a maintenant des plans définitivement arrêtés et qui donnent satisfaction; donc, si le gouvernement actuel est maintenu au pouvoir, vous recevrez le premier chèque en novembre. Si, d'un autre côté, le parti libéral obtient le pouvoir, il s'ensuivra nécessairement du délai, vu la différence dans les plans de M. Sinclair, leader du parti libéral.

Comme vous le savez, je suis le candidat conservateur dans York-Nord et, si je suis élu comme membre du Parlement, je considérerai comme l'un de mes premiers devoirs de m'assurer que chacun de ceux, homme ou femme, qui ont droit à la pension de vieillesse obtiennent une décision favorable. Ce sera l'un de mes premiers devoirs comme député ami du gouvernement. Vous admettez, j'espère, que je serai plus en mesure de le faire qu'un candidat libéral.

Je tiens à ce que chaque homme et femme reçoive son premier chèque le plus tôt possible. Cela me fera aussi plaisir qu'à vous.

En terminant, permettez-moi de vous prier d'user de votre influence auprès des membres de votre famille. Vous remerciant et vous présentant mes meilleurs salutations et souhaits.

Je suis,

Votre tout dévoué,

Clifford Case.

Nous avons d'autres lettres du même genre. Il semble qu'il ne devrait y avoir aucune intervention auprès de ceux qui ont droit à la pension de vieillesse. Il est bien connu que le Gouvernement fédéral contribue une plus grande proportion que les gouvernements provinciaux du coût du système et les gouvernements provinciaux ne devraient pas intervenir. Nous pouvons difficilement croire qu'une somme de quatre ou cinq millions passant par les mains de G. Howard Ferguson soit dépensée judicieusement, du point de vue politique. Les pensions de vieillesse devraient être sacrées; les gens qui s'avancent rapidement vers la tombe ne devraient pas, dans une question de ce genre, être l'objet de menaces. Nous croyons, cependant, que l'on en a agi ainsi dans notre région, au cours de la campagne électorale. Je n'en tiens pas mon adversaire responsable. Il n'a pas, je pense, approuvé la manœuvre; il s'est montré loyal et je ne l'ai jamais accusé d'avoir eu recours à ce moyen; si je remonte à la source de cet honteux agissement, je constate qu'il avait origine apparemment à Toronto. Si une partie de cette subvention doit tomber entre les mains de gens de ce calibre, je serais porté à avoir des doutes sur la bonne administration de ces fonds.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je désire faire une suggestion à mon honorable ami. Nous sommes tous désireux, je pense, d'adopter cette résolution ce soir. Plusieurs honorables députés espéraient que mon hono-